



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 4 mars 2010

## CONTENU

### Relations commerciales

La manipulation du Renminbi dans la mire du Sénat..... 1

### Politique commerciale américaine

Détails et critiques sur l'Initiative nationale pour les exportations (INE) ..... 3

### Propriété intellectuelle

Rapport « Spécial 301 » : La Chine blâmée pour ses violations des DPI..... 4

Études économiques et articles connexes ..... 5

## Relations commerciales

### *La manipulation du Renminbi dans la mire du Sénat*

Alors que les tensions commerciales montent depuis quelques mois entre les États-Unis et la Chine (imposition de tarifs aux États-Unis sur les importations de pneus et de tuyaux d'acier chinois, réplique de la Chine par l'imposition de tarifs sur les importations de poulets et de produits d'acier américains), un groupe bipartisan de 14 Sénateurs mené par Charles Schumer (D-NY) s'est prononcé le jeudi 25 février dernier en faveur de l'imposition de sanctions commerciales contre la Chine afin de forcer la réévaluation à la hausse du Renminbi (RMB), la devise chinoise. Dans une lettre envoyée au Secrétaire au Commerce, Gary Locke, les signataires ont appuyés les diverses papetières et syndicats américains de l'industrie du papier qui ont déposé ces dernières années 12 plaintes devant la Commission internationale sur le commerce du Département du Commerce (CIDC) concernant les pratiques chinoises de dumping dans cette industrie. La CIDC a le pouvoir de statuer dans des cas de concurrence lorsqu'elle conclut que des pratiques commerciales discriminatoires sont menées par des gouvernements étrangers. Le Département du Commerce applique ensuite ses recommandations. Les entreprises prétendent que le maintien d'un RMB sous-évalué par rapport au dollar É-U est une forme de subvention en faveur des papetières chinoises. Les 14 Sénateurs ont endossé cette interprétation. Si la Commission se prononçait ce sens, les parties privées croient que d'autres industries pourraient déposer des plaintes, obtenir éventuellement des droits compensateurs et surtout forcer l'Administration à s'attaquer de front au problème du RMB. Ce n'est pas la première tentative du Sénateur Schumer pour contraindre l'Administration à porter



Le Secrétaire au Commerce Gary Locke



Le sénateur Charles E. Schumer

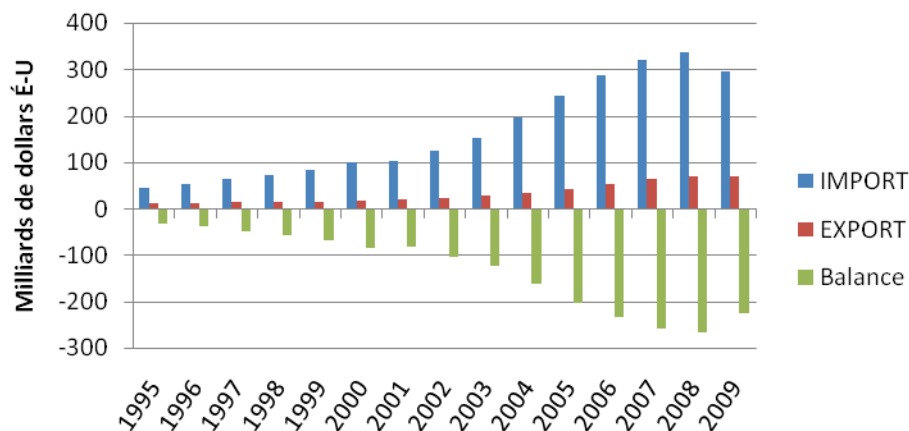
*« Le fondement de notre système économique repose sur l'équité et les pratiques chinoises de manipulation de leur devise violent entièrement ce principe. »*

— Charles Schumer, Lettre à Gary Locke, 25 février 2010.

attention à ce problème. En 2006, il avait déjà déposé avec le Sénateur Lyndsay Graham (R-SC), cosignataire de la lettre du 25 février, un projet de loi visant à imposer un tarif uniforme de 27,5 % sur toutes les importations chinoises dans le but de forcer la Chine à réévaluer sa devise. Le projet de loi avait alors été écarté.

La plus récente offensive de Schumer survient alors même que le Premier ministre chinois, Wen Jiabao, en a appelé, le 27 février dernier, à une coopération et à un dialogue accrus entre les États-Unis et la Chine au cours de l'année 2010 afin d'éviter une escalade de représailles commerciales entre les deux pays. La Chine, après avoir graduellement augmenté son taux de change par rapport au dollar É-U d'un total de 21 % entre 2006 et 2008, maintient celui-ci au niveau actuel depuis l'éclatement de la crise économique. Bien que le Président Barack Obama ait annoncé, le 3 février dernier, l'intention de son Administration de s'attaquer au problème de l'évaluation des devises asiatiques, aucun plan d'action précis n'a été proposé jusqu'à ce jour. En assurant une évaluation à la valeur de marché des devises asiatiques, l'Administration souhaite que les États-Unis favorisent l'imposition de conditions concurrentielles équitables. Il serait cependant étonnant que les plaintes des papetières soutenues par Schumer servent de tremplin légal au gouvernement américain pour forcer la main du gouvernement chinois dans ce dossier, traditionnellement peu sensible aux pressions extérieures.<sup>1</sup> C'est du moins l'opinion du Secrétaire Locke qui s'exprimait à ce sujet le 20 janvier dernier. Il expliquait alors que la CIDC doit pouvoir prouver qu'une mesure adoptée par un gouvernement étranger s'adresse à un secteur particulier de son économie afin de traiter celle-ci comme une subvention illégale. La sous-évaluation du RMB est une mesure trop générale pour s'appliquer au cadre légal de la CIDC. Elle pose néanmoins problème, y compris à l'OMC où l'on s'inquiète ouvertement des effets de cette concurrence déloyale, à commencer dans les pays en développement.

## Balance commerciale Chine/États-Unis 1995-2009



Source: Bureau of Economic Analysis (BEA)

Il y a consensus chez les analystes américains quant aux effets bénéfiques que procurerait une réévaluation du RMB par rapport au dollar É-U, mais ceux-ci ne s'entendent pas sur les moyens qui devraient être mis en œuvre pour amener la Chine une réévaluation monétaire. À plusieurs reprises, la Commission économique et de sécurité États-Unis-Chine (USCC), un organe du Congrès qui dépose un rapport annuel sur les relations économiques des deux États, a soulevé le rôle de la manipulation du RMB dans la croissance du déficit commercial américain avec la

<sup>1</sup> Pour une analyse détaillée des relations monétaires sino-américaines, consulter Christian Deblock et Christian Constantin, « Le yuan et la nouvelle alliance économique entre les États-Unis et la Chine », *Études internationales*, Vol. XXXV, n 3, septembre 2004, pp 515-534.



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 4 mars 2010

Chine. La question a de nouveau fait surface lors des audiences de l'USCC qui se tenait la semaine dernière alors que la Commission prépare son rapport 2010. Simon Johnson du *Peterson Institute* y a mis en doute la capacité du soft-power américain ou du FMI à contraindre le gouvernement chinois à réévaluer. Il a plutôt proposé que soit incluse dans les règles de l'OMC l'interdiction de manipuler les devises nationales de façon à s'arroger des avantages commerciaux indus. Michael Pettis de l'institut *Carnegie Endowment for International Peace*, qui s'exprimait sur le sujet en entrevue le 17 février dernier, ne croit tout simplement pas à une réévaluation substantielle du RMB dans les prochaines années. Il s'attend plutôt à ce que le gouvernement américain continue d'imposer des tarifs dans certains secteurs où la concurrence chinoise est particulièrement agressive, ce qu'il a d'ailleurs commencé à faire depuis le mois de septembre 2009.

Pour consulter la lettre conjointe des 14 Sénateurs à Gary Locke, voir :

[http://schumer.senate.gov/new\\_website/record.cfm?id=322551](http://schumer.senate.gov/new_website/record.cfm?id=322551)

Pour consulter les déclarations des participants aux audiences de l'USCC, voir :

<http://www.uscc.gov>

Pour consulter l'entrevue avec Michael Pettis, voir :

<http://carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=30975>

Sources : Mark Drajem, « China's Weak Yuan Should Prompt U.S. Trade Duties, Senators Say », *Bloomberg*, 25 février 2010, en ligne : Bloomberg <http://www.businessweek.com/news/2010-02-25/china-s-weak-yuan-should-prompt-u-s-trade-duties-senators-say.html>. Matt Spetalnick and Jeff Mason, « On China, Obama says U.S. must address currency rates », *Reuters*, 3 février 2010, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/idUSTRE6123V120100203>. Doug Palmer, « U.S. law inhibits China currency probe: Gary Locke », *Reuters*, 20 janvier 2010, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/idUSTRE60J5DR20100120>.

---

## Politique commerciale américaine

### *Détails et critiques sur l'Initiative nationale pour les exportations (NEI)*

Selon Joe Hurd, directeur de la promotion des exportations et de la politique commerciale du Comité pour la promotion et la coordination du commerce (CPCC), les six groupes de travail formés en octobre 2009 par le Secrétaire au Commerce, Gary Locke, afin de faciliter l'accès aux marchés d'exportation des entreprises américaines sont maintenant pleinement intégrés au processus de l'Initiative nationale pour les exportations (NEI) et déposeront un premier rapport d'étape lors de la prochaine réunion du CPCC.<sup>2</sup> La date de cette rencontre n'a toujours pas été fixée, mais elle aura lieu au mois de mars. Ces rapports intermédiaires seront l'occasion de dévoiler plus en détail les politiques de la NEI. Au-delà des mesures générales présentées ces dernières semaines par le Secrétaire Locke et par le Représentant américain pour le commerce, Ron Kirk, soit la promotion accrue des exportations, le financement accru des entreprises exportatrices et l'application stricte des accords de commerce et des droits de propriété intellectuelle, les détails de la nouvelle politique n'ont pas été présentés.



Le sénateur  
Charles Grassley

Cette annonce de Hurd survient alors que Charles Grassley (R-IA), Sénateur et chef de la minorité (*ranking minority member*) au Comité des finances du Sénat, s'est montré très critique

---

<sup>2</sup> Pour les détails sur les fonctions de ces groupes de travail, consulter la Chronique commerciale du 27 octobre 2009.



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 4 mars 2010

cette semaine durant les audiences du Comité sénatorial des finances sur la taxation et le commerce des PME relativement aux augmentations budgétaires dans le cadre de la NEI alors que les orientations complètes des programmes ne seront pas dévoilées avant août 2010. En effet, le Président entend créer une nouvelle instance interministérielle, le Cabinet pour la Promotion des Exportations (CPE), devant coordonner les détails de la NEI et le travail du CPCC. Celle-ci disposait de 180 jours après le discours sur l'état de l'Union avant de fixer les détails de la nouvelle politique.<sup>3</sup> Grassley s'est irrité à l'idée que l'Administration ait demandé à augmenter les budgets de certaines agences et de certains programmes visant à faire la promotion des exportations sans qu'un plan stratégique précis soit conclu avant l'été 2010. Les audiences de cette semaine au Comité sénatorial semblent révéler le manque de profondeur de la NEI alors que de hauts fonctionnaires du Département du Commerce se sont montrés incapables d'identifier avec précision les secteurs d'exportation sous-performants, susceptibles de voir leurs résultats à l'exportation améliorés grâce à la nouvelle politique.

Source : Chuck Grassley, « Statement of Sen. Chuck Grassley, Hearing, Trade and Tax Issues Relating to Small Business Job Creation », Comité sénatorial sur les finances, Washington, 23 février 2010, en ligne : <http://finance.senate.gov/press/Gpress/2010/prg022310.pdf>, « Grassley Blasts NEI For Lack Of Details; DLC Official Pushes For Clear Policy », Inside US Trade, vol. 28, no 8, 26 février 2010, p. 7-8.

## Propriété intellectuelle

### Rapport « Spécial 301 » : La Chine blâmée pour ses violations des DPI

Les entreprises et groupes de pression américains ayant participé au processus de consultation du Rapport « Spécial 301 » mené par le Bureau du Représentant au commerce américain (USTR) qui se terminait la semaine dernière, sont unanimes pour condamner les violations par la Chine des droits de propriété intellectuelle (DPI). Aucun consensus n'est cependant ressorti quant aux réponses à apporter aux problèmes (note explicative S 301). Plusieurs visions s'affrontent : Les tenants de l'approche plus radicale comme la *National Association of Manufacturers* (NAM), principale association d'entreprises manufacturières aux États-Unis, souhaitent que la Chine reste inscrite sur la liste de surveillance prioritaire qui mènerait à de nouvelles procédures de règlement des différends à l'OMC, tandis que les tenants de l'approche plus prudente représentés par la *Consumer Electronics Association* (CEA) soutiennent que dans le cadre de la lente et précaire reprise économique aux États-Unis, l'équilibre bilatéral devrait être préservé et la Chine ménagée afin d'éviter que des conflits commerciaux d'envergure ne viennent miner le retour à la croissance. D'autres groupes de pression comme la *Pharmaceutical Association of Research-based Manufacturers of America* (PhRMA), principale association représentant les entreprises pharmaceutiques américaines, ont plutôt proposé que la Chine soit inscrite sur la liste de révision en fonction du « processus 306 », qui entame une procédure d'analyse approfondie des pratiques de l'État visé dans une perspective d'intervention à long terme. Si tous les participants aux consultations publiques s'entendent pour reprocher au gouvernement chinois son manque d'ardeur à défendre les DPI, l'approche adoptée par l'USTR pour l'inciter à se conformer aux règles en vigueur reste incertaine. En annonçant son Initiative nationale pour les exportations (NEI), le Président Obama s'est cependant engagé à accroître les exportations notamment par une défense plus agressive des DPI américains à l'étranger.

La Chine est actuellement sur la liste de surveillance prioritaire du Rapport et dans ce cadre, une demande de règlement a été portée devant l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC en 2007, l'*Affaire DS362 : Chine – Mesures affectant la protection et le respect des droits de propriété intellectuelle*. L'ORD a statué le 26 janvier 2009 que la loi sur le droit d'auteur chinoise

<sup>3</sup> Sur la formation de l'EPC, voir la Chronique du 9 février 2010.



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 4 mars 2010

était en contravention des obligations de la Chine dans le cadre de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC). La Chine s'est engagée à se conformer aux règles de l'ADPIC, mais à ce jour les progrès répertoriés par la *Joint Commission on Commerce and Trade* (JCCT) sont lents.

Source : « Industry Groups Offer Mixed Advice On Achieving IPR Progress In China », *Inside US Trade*, vol. 28, no. 8, 26 février 2010, p. 13-14.

---

### Études économiques et articles connexes

Daniella Markheim et Scott Lincicome, « Brazilian Retaliation Against U.S. Trade Violations: A Signal for Reform », *Heritage Foundation Webmemo*, no. 2815, 24 février 2010, en ligne: <http://www.heritage.org/research/tradeandeconomicfreedom/wm2815.cfm>

Gary Clyde Hufbauer, Jeffrey J. Schott et Woan Foong Wong, « Figuring Out the Doha Round », *Peterson Institute for International Economics Op-ed*, Washington, 22 février 2010, en ligne: <http://www.iie.com/publications/opeds/oped.cfm?ResearchID=1493>

Kim Yoon-mi, « Seoul to Lead Study on East Asia FTA », *Korea Herald*, Seoul, 25 février 2010, en ligne : [http://www.koreaherald.co.kr/NEWKHSITE/data/html\\_dir/2010/02/26/201002260059.asp](http://www.koreaherald.co.kr/NEWKHSITE/data/html_dir/2010/02/26/201002260059.asp)

Kyodo News, « Free Trade High on APEC Agenda », *Japan Times*, Tokyo, 22 février 2010, en ligne : <http://search.japantimes.co.jp/cgi-bin/nb20100222a1.html>

Steve Weisman et Morris Goldstein, « Is China a Currency "Manipulator" ? », *Peterson Perspectives Interviews on Current Topics*, Washington, 28 janvier 2010, en ligne: <http://www.piie.com/publications/papers/pp20090128goldstein.pdf>

---

### Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

**Direction scientifique :** Christian Deblock

**Recherche et rédaction :** David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 -- <http://www.ceim.uqam.ca> - [ceim@uqam.ca](mailto:ceim@uqam.ca)

